Le silence inexpliqué d'Alger

L'élimination, dans la nuit de dimanche à lundi, du chef d'Al-Qaïda, Oussama Ben Laden, a donné lieu à de nombreuses réactions de par le monde. Exceptionnellement, l'Algérie est demeurée silencieuse, sans voix, elle, qui, plus que les Etats-Unis d'Amérique, a souffert et souffre encore du terrorisme islamiste.

Sofiane Aït-Iflis - Alger (Le Soir) - Jusqu'à hier en fin d'après-midi, aucune voix officielle algérienne n'a commenté l'élimination d'Oussama Ben Laden dans son bunker d'Abottabad, près d'Islamabad. C'est à croire que, pour elle, la mise hors d'état de nuire de ce chef terroriste, qui a semé mort et désolation aux quatre coins du globe, en Algérie notamment, à travers l'Aqmi, est un fait tellement anodin et insignifiant qu'il n'est pas utile de se prononcer. Or, l'élimination du chef de la nébuleuse terroriste, après plusieurs années de traque par les forces militaires et les services de renseignement américains, est tout sauf un fait divers. Il s'agit de l'étêtement d'Al Qaïda, l'organisation terroriste internationale la plus dangereuse, auquel la planète entière n'est pas restée insensible. D'ailleurs, c'est le président américain lui-même, Barack Obama, qui, de nuit, a annoncé la nouvelle de l'élimination du chef d'Al Qaïda. Une annonce à laquelle ont réagi de nombreux Etats dans toutes les régions du monde. La nouvelle est accueillie avec soulagement, y compris par l'Arabie saoudite qui a émis l'espoir de voir ce succès américain contribuer à renforcer la lutte internationale contre le terrorisme.

Photo : Samir Sid

Mourad Medelci.

Evidemment, il s'en est trouvé des radicalismes islamistes qui ont pleuré le «martyr» Ben Laden, mais ils restent une entité négligeable devant le sentiment général. L'Algérie, partenaire privilégié de la communauté internationale dans la lutte contre le terrorisme, est restée paradoxalement muette. Un silence inexpliqué, tant est que l'Algérie figure parmi les Etats qui ont été le plus confrontés aux méfaits des organisations terroristes opérant sous la bannière d'Al Qaïda. Faut-il entendre cela comme une caractéristique de la diplomatie algérienne qui est passée maître des décalages par rapport aux événements. On l'a vu avec la crise libyenne où la diplomatie algérienne a été contrainte d'émettre une série de démentis aux accusations itératives du CNT.

Medelci a, à chaque fois, mis en avant le principe de non-ingérence dans les affaires d'autrui pour expliquer la prudence diplomatique observée par l'Algérie par rapport à la crise libyenne, mais, relativement à l'élimination de Ben Laden, la question d'ingérence n'est plus de mise.

Le silence est d'autant plus inexpliqué que Mourad Medelci se trouvait aux Etats-Unis d'Amérique au moment de l'annonce de la mort de Ben Laden. Une occasion pour lui de réaffirmer la position algérienne par rapport au terrorisme international.

Serait-ce la réconciliation nationale qui a fait la part belle ici à Hattab et autres chefs terroristes du même acabit qui impose, au plan diplomatique, un pareil détachement ?

S. A. I.

RÉACTIONS EN FRANCE

Fallait-il arrêter Ben Laden et le juger plutôt que le tuer ?

N'était-il pas plus «démocratique» d'arrêter Ben Laden, de le présenter à une justice internationale plutôt que de le tuer ? C'est la question que se posaient de très nombreux Français hier à l'annonce de la mort du terroriste international sur plusieurs radios de l'Hexagone. Interrogation récurrente qui faisait suite aussi aux réactions officielles françaises qui, elles, se félicitent de «la remarquable opération de commando américaine» et qui considèrent que pour les victimes du 11 Septembre justice est faite».

De notre bureau de Paris, Khadidja Baba-Ahmed

Quelques heures après l'annonce par le président Obama de la mort du chef d'Al Qaïda suite à une opération commando américaine, l'Elysée a réagi par un communiqué dans lequel le président Sarkozy qualifie cette «remarquable» opération de commando américaine au Pakistan «d'événement majeur de la lutte mondiale contre le terrorisme» et salue «la ténacité des Etats-Unis qui le recherchaient depuis 10 ans».

Mais la satisfaction de voir le cerveau de cette association internationale terroriste abattu dans cette opération ne fait pas oublier à l'Elysée que même si «le fléau du terrorisme subit un échec historique, ce n'est toutefois pas la fin d'Al Qaïda. Le combat contre les criminels qui s'en réclament doit se poursuivre sans relâche et rassembler tous les Etats qui sont victimes de ses crimes». L'on est bien conscient du côté des dirigeants français que Ben Laden est mort mais le terrorisme est toujours là.

C'est l'avis aussi du ministre des Affaires étrangères, Alain Juppé, qui déclare : «Nous serons plus vigilants que jamais. La menace terroriste est élevée, on l'a vu hélas encore à Marrakech il y a quelques jours».

Ce que ne disent ni le communiqué de l'Elysée ni les déclarations d'Alain Juppé, le ministre de la Défense, Gérard Longuet qui considère que la mort de Ben Laden «est un événement considérable pour le monde entier», estime que cette mort «peut jouer positivement pour les deux journalistes français, otages en Afghanistan».

Il n'explique, cependant, pas pourquoi ni comment, et beaucoup craignent justement que ces otages en Afghanistan ou ailleurs dans le monde (au Sahel notamment) ne subissent le courroux des lieutenants de Ben Laden ou de tous les groupements qui lui ont fait allégeance comme Aqmi, par exemple.

Si pour le Parti socialiste une «page se tourne aujourd'hui pour le monde» avec cette disparition, il déclare savoir «que le terrorisme ne s'éteint pas avec sa disparition» et, partant, qu'il «doit être combattu avec la plus grande fermeté à l'échelle internationale».

Dalil Boubekeur, recteur de la Mosquée de Paris, n'est pas en reste et s'est fendu d'une déclaration grandiloquente, voyant même dans cette mort du premier terroriste une «grande victoire de la démocratie» et plus encore «un tournant de notre perception des rapports entre l'Orient et l'Occident, un tournant du rapport entre la démocratie et le terrorisme international». S'il est intéressant de voir le responsable de la plus grande mosquée en France se réjouir de la mort du plus grand barbare, il est regrettable cependant de constater qu'il le fait avec aussi peu de discernement et de mesure.

Plus mesurés justement ont été les propos du Premier ministre, François Fillon, qui souligne dans un communiqué : «Au moment où un vent de démocratie se lève dans les pays arabes, nous devons nous rappeler que les musulmans sont les premières victimes de ceux qui se réclament d'Oussama Ben Laden». On aurait naturellement aimé entendre ces propos de la bouche de celui censé représenter ces musulmans de France.

Photo : DR

Alain Juppé.

Justice, démocratie et droits de l'Homme est le triptyque développé par de très nombreux auditeurs des stations de radio. Si pour la majorité d'entre eux, Ben Laden constitue un terroriste barbare aux mains maculées du sang de milliers d'innocents, ils ne comprennent pas que les Etats-Unis, qui représentent l'Occident et les contrées civilisées, ne se soient pas limités à capturer Ben Laden et à le livrer à la justice devant le monde entier.

Pour certains d'entre ces auditeurs, les Etats-Unis ont utilisé les moyens qu'ils reprochaient à Ben Laden et à ses acolytes d'utiliser.

K. B.-A.